



DÉCISION n° 2023/04/132

Objet : Convention pour l'organisation d'initiation à la boxe dans le cadre des vacances de printemps 2023 au centre de loisirs.

République française
Département du Gard
Commune de Vauvert
Direction Education

Le maire de la commune de Vauvert,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 2122-22,

VU la délibération n°2021/05/082 en date du 27 mai 2021, déléguant à Monsieur le maire, pour la durée de son mandat, l'ensemble des missions complémentaires prévues à l'Article L2122-22 susvisé

VU l'arrêté n°2020/07/1054 en date du 17 juillet 2020 portant délégation de fonctions de Madame Magali Nissard, adjointe du maire,

CONSIDÉRANT la nécessité de proposer diverses activités aux enfants lors des animations des vacances de printemps 2023 au centre de loisirs.

DÉCIDE

Article 1 : Une convention est signée entre la commune de Vauvert et l'Académie Pugilistique Vauverdoise de Vauvert représentée par son président Monsieur Farid Ben Mimoun. Elle a pour objet l'organisation d'une initiation à la boxe les lundi 24, mardi 25, jeudi 27 et vendredi 28 avril 2023 de 10h à 12h pour 20 enfants de 3 à 6 ans répartis en 2 groupes de 10 maximum par séance d'une heure.

Article 2 : En contrepartie de cette animation, la commune versera la somme de 320,00 euros TTC à l'Académie Pugilistique Vauverdoise.

Article 3 : La dépense sera imputée au budget de l'année 2023, à l'article 6288, chapitre 011, fonction 421, service gestionnaire 0211.

Article 4 : Si une modification de date ou d'heure intervenait, d'un commun accord entre les contractants, sans modifier l'économie générale de la convention, il serait procédé par avenant sans qu'il y ait lieu de prendre une nouvelle décision.

Article 3 : Madame la directrice générale des services et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Vauvert, le **19 AVR. 2023**

**Pour le maire,
L'adjointe déléguée à l'Education**


Magali Nissard



Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu de :

- son dépôt en préfecture le.....
- sa notification le.....
- sa publication le.....

et informe qu'en vertu du décret 83-1025 le présent peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter du

Pour le maire par délégation,
la directrice générale des services,
Yolande Cavalier